

En Abitibi-Témiscamingue, l'austérité, ça passe pas!

Amos, La Sarre, Rouyn-Noranda, Val-d'Or et Ville-Marie, le 1^{er} mai 2015 – Aujourd'hui, à l'occasion de la Fête internationale des travailleurs et des travailleuses se tient une journée d'actions, de perturbations économiques et de grève sociale aux quatre coins de la région et du Québec. Plusieurs centaines de personnes sont notamment sorties sur l'heure du midi afin de dire haut et fort *qu'en Abitibi-Témiscamingue, l'austérité, ça passe pas!* Plus d'une centaine d'organisations syndicales et communautaires, liées au Réseau de vigilance de l'A-T, appuient ainsi le mouvement de solidarité en faveur de la préservation de notre identité régionale et de nos services publics gratuits, de qualité, accessibles et universels.

Une hécatombe pour la région

En seulement un an de pouvoir, le Parti libéral de Philippe Couillard a réussi à amputer 5400 emplois à la région, auxquels s'ajoutent les 132 cadres du Réseau de la santé, la quarantaine de postes dans la fonction publique, les 25 emplois de la Conférence régionale des ÉluEs, les dizaines d'emplois dans les CLD etc. tous des emplois à prédominance féminine. Le constat que le Réseau de vigilance en fait, est que par ses choix idéologiques le Parti libéral dévaste l'économie de la région, s'attaque directement aux conditions de vie des femmes et étouffe la voix de la société civile dans les prises de décisions.

Le saccage de nos services publics

Par les coupures de 300 millions dans le réseau universitaire (dont 2,4 millions pour l'UQAT), de 42 millions pour le réseau collégial (dont 1,2 million pour le cégep de la région) et de 217 millions de dollars pour les réseaux primaire et secondaire, le Parti libéral renie progressivement le droit à une éducation libre, accessible et de qualité. De plus, en limitant à 0,2% la croissance des dépenses en éducation pour l'année en cours, ce sont les services aux élèves et les conditions de travail du personnel enseignant et de soutien qui en feront les frais.

Et quoi dire des réformes improductives du ministre Barrette, des suppressions d'emplois de professionnels et des 800 millions de dollars de compressions dans le réseau de la santé? Il semble de plus en plus évident que le gouvernement de Philippe Couillard cherche à réduire les services aux patientEs et à rendre notre réseau de la santé vulnérable au secteur privé. Il est par ailleurs tout aussi odieux de constater qu'en méprisant le travail des groupes communautaires et des employéEs du secteur public, qu'en abandonnant le logement social comme moyen privilégié de lutte à la pauvreté et qu'en abolissant les Forums jeunesse, les Libéraux anéantissent toutes possibilités d'un projet de société solidaire, égalitaire, inclusif et intergénérationnel.

Il est encore temps d'arrêter cette dérive idéologique radicale qui favorise les banques, l'industrie et les amiEs du Parti au détriment de tout le reste de la société. Défendons notre État social avant que *le tout au privé et au chacun pour soi* l'emporte sur nos solidarités. Nous avons les moyens de nos ambitions si nous appliquons des solutions fiscales progressistes et justes. Comme quoi, tout est question de choix!

-30-

Rappelons que le Réseau de vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue est une large coalition d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de l'Abitibi-Témiscamingue qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens de notre région.

Information : **Amos** : Carole Boucher, 819-732-6776 – **La Sarre** : Joël Morneau, 819-333-2757 – **Rouyn-Noranda** : Ann-Julie Asselin, 819-277-6002 – **Val-d'Or** : Francis Morel, 819-355-0253 – **Ville-Marie** : Jacynthe Marcoux, 819-629-9568

Liste des citations des membres du Réseau de vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue

- **Bruce Gervais, coordonnateur de l'Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue (ALOCAT)** : « *En moyenne, l'Abitibi-Témiscamingue compte moins de logements sociaux que le reste du Québec et pourtant, c'est l'une des deux régions où le taux d'inoccupation est encore sous les 3% sans compter que 1000 personnes attendent pour un logement social dans la région et que pendant ce temps, le gouvernement Couillard diminue les possibilités de financement du programme Accès-Logis; réclamons ce qu'il faut pour contrer la pauvreté, réclamons NOS logements sociaux!* »
- **Ann-Julie Asselin de la Concertation régionale des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue (CROC-AT)** : « *Le milieu communautaire est en péril à cause du sous-financement chronique. La hausse de 120 millions de dollars promise par le précédent gouvernement a été annulée alors même que l'austérité précarise de nombreux citoyens et rend la présence des organismes communautaires plus nécessaire que jamais. À voir comment le gouvernement pénalise les plus démunis et la classe moyenne sans chercher à augmenter ses revenus auprès des plus riches, on comprend vite que l'austérité ne concerne pas tout le monde!* »
- **Giacomo Bouchard vice-président du Conseil central de l'Abitibi-Témiscamingue-Ungava (CSN)** : « *Mort à l'austérité, qui profite à l'élite et à leurs comparses.* »
- **Gille Chapadeau, conseiller régional de la FTQ de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (FTQ)** : « *Plus que jamais, il faut se mobiliser et dénoncer les mesures d'austérité guidées par l'attente du déficit zéro sans mesurer les conséquences sociales. S'attaquer aux plus démunis de notre société, couper en éducation et en santé, priver la population de services de qualité et de proximité, tout cela pour éliminer un soi-disant déficit inventé de toutes pièces par les libéraux.* »
- **Sylvie Godin, de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)** : « *Par l'ensemble des mesures d'austérité, des compressions budgétaires et des restructurations imposées par le gouvernement au réseau de la santé et des services sociaux, celui-ci sera bientôt anémique et anorexique. Comment un réseau fragilisé à ce point pourra-t-il maintenir accessibles les services à la population alors que le personnel qui y travaille est lui-même épuisé et que les moyens financiers manquent?* »
- **Francis Morel, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue (FIQ)** : « *Ça suffit, arrêtez de couper, laissez nous soigner* »
- **Danik Laporte du Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT)** : « *Ce gouvernement doit faire marche arrière car il est entrain de plonger le Québec dans une crise économique et sociale. S'il continue à s'entêter à agir de façon antidémocratique et autoritaire, nous n'aurons d'autres choix que d'intensifier et de radicaliser nos moyens de résistance.* »
- **Nathalie Rodrigue du Regroupement des associations des personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue (RAPHAT)** : « *La société québécoise recule présentement, les personnes handicapées ne sont pas épargnées. En éducation, nos enfants handicapés ne sont plus reconnus, les privant ainsi du support nécessaire à leur réussite éducative. En santé, la réorganisation et les coupures actuelles font craindre un glissement vers le privé, comment les personnes pourront-elles se payer des services à la hauteur de leurs besoins. On dit que le travail nous permet de se réaliser socialement, comment des étudiants finissants et des personnes handicapées pourront se réaliser pleinement s'il n'y a pas d'investissement supplémentaire dans le contrat d'intégration au travail, outil essentiel à une première chance! Nommez un secteur touché par l'austérité actuelle du gouvernement et vous serez certains d'y voir des personnes handicapées qui en subissent les conséquences. Il faut que ça cesse !* »
- **Manon Dion du Syndicat des intervenantes en petite enfance de l'Abitibi-Témiscamingue (SIPEAT-CSQ)** : « *Oui à des services de garde publics, Non à la privatisation. L'austérité se fait même sur le dos de nos enfants.* »
- **Johannie Marleau-Houle du Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue (RFAT)** : « *Il semble que l'obsession de ce gouvernement pour imposer à tout prix son programme d'austérité ne connaît aucune limite, particulièrement dans son acharnement à s'attaquer aux droits des femmes. Ce gouvernement ne respecte ni le droit des femmes à l'égalité pour toutes, ni sa propre politique qui l'oblige à tenir compte des impacts sur les femmes des*

mesures budgétaires qu'il met de l'avant, ni les régions dont il est en train de saccager le tissu organisationnel. Ce gouvernement paraît insensible à toutes ces voix qui s'élèvent pour s'opposer à son objectif de destruction du modèle québécois, modèle gagné de haute lutte et qui a permis aux femmes de faire des gains significatifs en matière d'égalité.»

- **Luc Gravel, président du Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (SEAUT-CSQ) :** « *Après plus de 1,1 milliard de dollars de compressions récurrentes en 6 ans, le réseau de l'éducation a dépassé sa limite et il lui sera particulièrement difficile d'assurer pleinement sa mission auprès de tous les élèves. »*
- **Réal Fortier, président du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) :** « *Les nombreuses mesures d'austérité affectent considérablement la qualité et la proximité des services publics offerts aux citoyenNEs de notre région.»*
- **Sylvie Nicole, présidente du Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (SEECAT) :** « *L'austérité menace notre plus grande richesse: un peuple éduqué. »*
- **Johanne Alarie, représentante des de la Table des centres de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue :** « *Pertes d'emplois, augmentation du travail invisible, appauvrissement, retour en arrière... C'est ce que les libéraux et leurs mesures d'austérité réservent aux femmes!»*
- **L'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue :** « *L'AGEUQAT considère les coupures en éducation du Parti libéral comme ayant de nombreuses conséquences négatives sur l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue qui affectent tous les étudiants, les enseignants ainsi que le personnel de soutien. »*